

# Affaire DSK : coup dur pour l'Europe

LE COMMENTAIRE DE LAURENT COHEN-TANUGI

Consternante à bien des égards, l'arrestation du directeur général du FMI ce week-end à New York intervient à un moment délicat pour l'Europe et la zone euro, à nouveau fragilisée par l'insuffisance avérée du plan de sauvetage financier de la Grèce mis en place voici un an.

L'intervention du FMI avait initialement rencontré une forte résistance des dirigeants européens, soucieux de défendre leur autonomie et méfiants à l'égard d'une institution associée au défaut de paiement des pays émergents et à la mise en place de « plans d'ajustement structurel » impopulaires. Mais le principe de réalité et l'implication personnelle de Dominique Strauss-Kahn avaient finalement vaincu ces réticences et permis au FMI de jouer un rôle important – financier et technique, mais aussi politique – au côté de l'UE dans le sauvetage de la Grèce, puis dans les plans d'aide à l'Irlande et au Portugal.

La contribution du FMI à la résolution de la crise européenne étant désormais reconnue – et l'institution de Washington ayant statutairement vocation à intervenir dans les crises financières où qu'elles se produisent –, il est peu probable que l'arrivée d'un non-Européen à sa tête la remette fondamentalement en cause. Mais la mise à l'écart définitive de l'actuel patron du FMI priverait ses dirigeants d'un puissant élément fédérateur dans une Union divisée et incertaine, fragilisant dès à présent les compromis politiques en gestation sur le traitement de la dette grecque.

Déjà sensible la semaine dernière à la veille des réunions prévues sur ce sujet, la nervosité des marchés ne pourra que redoubler si un accord n'intervient pas rapidement entre Européens sur le renforcement de l'aide à la Grèce. Or l'Alle-

magne semble désormais convaincue – comme le sont depuis longtemps les marchés – de l'inéluctabilité d'un rééchelonnement ordonné et préventif de la dette grecque, solution dont Bruxelles, la Banque centrale européenne et plusieurs Etats membres dont la France ne veulent toujours pas entendre parler.

**La mise à l'écart définitive de l'actuel patron du FMI priverait les dirigeants européens d'un puissant élément fédérateur dans une Union divisée et incertaine.**

A plus long terme, l'avenir de la zone euro dans sa configuration présente suscite des interrogations croissantes. L'idée d'un découplage durable entre les économies les plus solides de la zone – Allemagne, France, Autriche, Pays-Bas – et celles de sa périphérie sud s'installe peu à peu, conduisant soit à l'implosion de l'Union économique et monétaire, soit à la mise sous tutelle financière de fait des secondes par les premières, politiquement inacceptable et contraire à l'esprit européen.

La vulnérabilité de l'UEM se trouve par ailleurs aggravée par la montée en puissance des courants populistes et xénophobes dans la plupart des pays européens, notamment les mieux lotis.

Nourri par la crise économique et l'immigration, ce vent mauvais menace le renforcement de la solidarité financière européenne, indispensable à la survie de la zone euro. Il incite également les gouvernements à revenir sur un autre

acquis majeur de la construction européenne : les accords de Schengen. Le rétablissement ponctuel des contrôles aux frontières intérieures de l'Europe ne vise pas seulement les migrants tunisiens de Lampedusa, mais menace potentiellement le principe de libre circulation des personnes au sein de

l'Union, comme en témoigne la décision unilatérale récemment prise par Copenhague de rétablir les contrôles aux frontières avec l'Allemagne et la Suède pour lutter contre la criminalité.

Fortement médiatisé par les gouvernements à des fins politiques, ce repli sur soi reste à ce jour la réaction la plus visible de l'Union face aux révoltes démocratiques qui secouent le sud de la Méditerranée. Les promesses du traité de Lisbonne en matière de politique étrangère n'auront pas empêché l'Europe de briller par son absence ou par ses divisions face au printemps arabe, nouvelle illustration de ce que les institutions ne sont rien sans la vision et la capacité de leadership des hommes et des femmes qui les dirigent. C'est une raison de plus de s'attrister des événements de ce week-end.

Laurent Cohen-Tanugi est avocat et essayiste.